

Non à l'état d'urgence et à la déchéance de nationalité

L'Etat d'urgence n'a pas prouvé son efficacité dans la lutte contre le terrorisme. Sa constitutionnalisation et sa prolongation constituent une atteinte à notre patrie Républicaine. Cette situation porte atteinte aux libertés individuelles et collectives.

Pour avenir citoyen, cette énième modification d'une Constitution de toute façon obsolète, est un nouveau pas vers l'instauration d'un régime autoritaire. Ses premières manifestations se sont déjà produites : depuis l'instauration de l'état d'urgence, les droits civiques ont rabougri. Les mesures policières se sont tournées moins vers d'éventuels terroristes que vers des militants écologistes et syndicaux. Constitutionnaliser l'état d'urgence, c'est encourager ces dérives.

La modification de la Constitution prévue par le gouvernement inclura également la déchéance de nationalité. En instituant une « sous-catégorie » de Français qui le seraient moins que d'autres, cette mesure s'oppose à l'esprit de la République. Elle conduit à la stigmatisation des binationaux tandis que son inefficacité à prévenir le terrorisme est évidente. Pas étonnant que l'extrême droite se félicite d'une telle mesure. C'est aussi trop d'honneur qui est fait aux terroristes qui espèrent que la haine de l'autre et le repli sur soi se généralisent.

La possibilité de déchoir la nationalité française remet en cause le principe d'égalité face à la Loi. Pour un même crime, chaque français en fonction de sa situation au regard de sa nationalité encourrent une peine différente. François Hollande et ses amis ont donc oublié que la République est une et indivisible !

Avenir Citoyen considère ces mesures injustes, inutiles et dangereuses.

Le gouvernement se sert de la lutte antiterroriste comme alibi pour instaurer ces mesures inefficaces et dangereuses.

C'est une véritable boîte de Pandore qui s'ouvre avec cette inscription constitutionnelle. Il n'y aura plus qu'un petit pas à faire pour banaliser cette mesure et l'élargir à d'autres délits. Tous les abus seront permis par la Constitution.

Pour Avenir Citoyen, la déchéance de Nationalité est une fausse bonne idée qui nous renvoie à des heures sombres de notre histoire alors même qu'elle n'est pas une solution.